

# LA MONDIALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Dumitrascu Elena

*Université « Ovidius » Constanta, Le Département des Langues étrangères , Adresse de contact : 1, rue Universitatii, Mél : elena\_mam2006@yahoo.com, Téléphone : 0723 708737*

*La grande évolution et croissance de la mobilité des individus, des biens, des informations et des idées, de paire avec les développements mondiaux enregistrés par les technologies de l'information et de communication, ont donné naissance à ce qu'on appelle « la mondialisation ». Aujourd'hui, notre monde est en fait plus « rapproché » et interconnecté qu'il ne l'a jamais été auparavant. Ces évolutions affectent en grande mesure, la situation géopolitique du monde et amplifient le caractère complexe de la société. La mondialisation implique des défis, mais elle offre à la fois des opportunités importantes pour que la communauté engagée dans l'éducation supérieure joue un rôle-clef dans les efforts de façonner l'avenir.*

**Mots clés :** *enseignement supérieur, mondialisation, « levier économique », financement, commercialisation du savoir.*

Le XXI- ème siècle s'ouvre sur des mutations dont il est difficile de mesurer doré et déjà l'ampleur pour les entreprises et les salariés ainsi que pour la société dans son ensemble. L'accélération de la mondialisation et l'avènement de la « société du savoir » sont actuellement des thèmes largement utilisés, par les gouvernements, par les établissements d'enseignement et par la société civile pour expliquer les transformations qui ont cours dans les établissements d'enseignement supérieur. Ces transformations sont à la fois le fruit de facteurs objectifs comme le développement rapide des technologies d'information et de communication ainsi que les besoins de main – d'œuvre hautement qualifiée<sup>236</sup>.

La chute du mur de Berlin et le démantèlement du bloc de l'Est ont annoncé la fin de la guerre froide et le paysage politique s'est grandement transformé. C'est aussi au début des années 90 que le concept de mondialisation est apparu dans les sphères intellectuelles et politiques pour expliquer les transformations géopolitiques qui ont accompagné la fin de la guerre froide. Phénomène assez complexe, la mondialisation est rapidement devenue une notion largement répandue, si bien que les différentes définitions qu'on peut donner finissent par nous poser en difficulté. Avant de préciser les effets de la mondialisation sur l'enseignement supérieur, il importe d'expliquer ce qu'on entend par ce terme.

Le concept de mondialisation s'est généralisé au début des années 90, alors que la carte géopolitique du monde se redessina, éliminant le bloc soviétique pour le remplacer par des régimes capitalistes. Concept encore nouveau, il était plus ou moins défini par une accélération des échanges économiques, culturels et démographiques entre les Etats.

La Banque mondiale définit la mondialisation comme étant « l'intégration progressive des économies et des sociétés du monde ». L'encyclopédie de l'Internet Wikipédia la décrit comme « les mutations au sein des sociétés et de l'économie mondiale provoquées par l'augmentation spectaculaire du commerce et des échanges culturels mondiaux ». Et la revue britannique *The Economist* l'apparente à la phrase d'une chanson de John Lennon : « *Imaginer un monde sans pays. Ce n'est pas difficile* »<sup>237</sup>.

Il est clair que la mondialisation signifie différentes choses pour différentes personnes. La mondialisation des échanges ne s'arrête pas aux secteurs commercial ou culturel. De multiples influences affectent de nombreux aspects de notre vie quotidienne et donc les stratégies pour faire face à ses défis. L'enseignement supérieur s'inscrit lui aussi dans le phénomène de la mondialisation, notamment par la commercialisation du savoir. Dans un contexte où les progrès technologiques et scientifiques évoluent rapidement, où la population est de plus en plus instruite et où les emplois requièrent un niveau de plus en plus élevé de connaissances et de compétences techniques, l'enseignement supérieur apparaît comme un « levier économique » important.<sup>238</sup> Dans une économie capitaliste fondée sur la compétition et la concurrence, le

---

<sup>236</sup> Brouillette, V., Fortin, N., Op.cit

<sup>237</sup> Heyneman, S.P. Op.cit, p.58

<sup>238</sup> Brouillette, V., et Fortin, N. Op.cit.

savoir dénommé « valeur ajoutée » devient un enjeu stratégique parce que les Etats exportent plutôt de la matière grise que seulement de la matière.

L'enseignement supérieur, lui aussi, subit des influences mondiales. Pratiquement aujourd'hui tous les pays ont trois ambitions dans ce domaine.<sup>7</sup> Premièrement, la demande d'accès à l'enseignement supérieur augmente partout dans le monde et le nombre des étudiants progresse rapidement. Quel est le résultat ? Il y a peu de pays où l'enseignement supérieur soit réservé à une petite élite. L'enseignement supérieur est devenu un « enseignement de masse ». Confrontée avec la difficulté grandissante du fait d'être une communauté, l'université s'efforce à résoudre le dilemme de la concentration gigantesque.<sup>239</sup> La démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur comme résultat des politiques de chances égales a eu comme effet la création d'universités gigantesques ou l'idée d'être une élite a laissé peu à peu la place à une banalisation du savoir, un savoir stéréotypé et standardisé.

La seconde ambition de tout pays est d'améliorer la qualité de son enseignement supérieur. Au cours des vingt dernières années, le rôle de l'enseignement supérieur dans la société a évolué. Tout en restant la « conscience de la société », les universités ont assumé des fonctions plus pragmatiques : leur but étant celui de fournir de la main d'œuvre qualifiée et de produire des connaissances et non pas de transmettre le savoir pour le savoir. L'enseignement supérieur sera jugé d'après ses résultats et sa contribution au développement national. Les critères d'évaluation de l'enseignement dans cette nouvelle université seront différents du passé. L'assurance de la qualité deviendra plus complexe à mesure que les universités diversifieront leurs missions. Il était du seul ressort des universitaires, qui étaient les seuls à pouvoir juger de qualité de l'enseignement. Dans l'avenir, le croisement des disciplines restera probablement le principal mode de développement de l'enseignement supérieur.

On peut s'attendre à ce que de nouvelles méthodes d'évaluation des performances apparaissent et à ce que de nombreuses études comparatives soient réalisées dans l'ensemble de l'enseignement. Face à la multiplication des possibilités d'enseignement à distance et des autres formes d'apprentissage électronique, y compris la télévision et Internet. Mais, l'apprentissage électronique et la mobilité internationale des étudiants soulèvent des problèmes en ce qui concerne l'assurance de la qualité. L'un et l'autre obligent à examiner comment évaluer et contrôler le processus d'apprentissage lorsqu'il a lieu hors du cadre éducatif ou loin de l'établissement qui le parraine ? La réponse : on évalue ce qui reste l'élément central, c'est-à-dire, les acquis.

Une troisième ambition commune à toutes les universités du monde est d'égaliser les chances de tous en offrant des bourses aux étudiants doués issus de milieux défavorisés. En Roumanie, par exemple, suite à l'analyse et à l'évaluation du système national d'enseignement, la Cour des Comptes<sup>10</sup> - en qualité d'autorité suprême de contrôle et d'audit a formulé des recommandations qui ont été transmises aux entités auditées et au Parlement Roumain- le principal organe législatif- qui a adopté une série de lois et de normatifs visant la stratégie de développement de l'enseignement roumain pour la période 2007-2010. Parmi les recommandations formulées par la Cour des Comptes on peut retenir quelques-unes : appuyer, du point de vue social, les étudiants par : des crédits d'études garantis par l'Etat, la mise en œuvre d'un système de bourses d'études en fonction de la performance scolaire ; un programme national ( dénommé générique « Euro 200 ») d'octroi d'aides financières à hauteur de 200 Euros par élève /étudiant est actuellement en cours de déroulement en Roumanie, ayant pour but de stimuler l'acquisition d'ordinateurs.

La réalisation de ces trois ambitions coûte cher et peu de pays sont en mesure de financer leurs universités uniquement sur fonds publics. Comment l'enseignement supérieur peut-il parvenir à financer ses ambitions et maintenir son objectif traditionnel de service public ? représente un problème mondial et d'actualité. Etant confrontées à l'augmentation du nombre des étudiants et à la montée des attentes en matière de qualité et d'équité, les autorités publiques sont dramatiquement démunies et risquent fort de le rester. Le grand instrument de l'Etat est d'ordre financier et l'autonomie de l'université est réglée par celui-ci. C'est l'Etat qui la garantit sous forme d'un financement de base qui permet aux universités à long terme et indépendamment des influences politiques, de prévoir et de poursuivre leurs objectifs de recherche et d'enseignement. Les crédits versés par l'Etat en Roumanie, par exemple, aux universités publiques représentent environ 50% de leur budget de fonctionnement. C'est à chaque université de s'organiser pour financer le reste, ce qui conduit à une grande similitude des stratégies et des objectifs de gestion, qu'elles soient publiques ou privées. Pour boucler leur budget, les universités ne peuvent agir que dans quelques directions.

---

<sup>239</sup> Berchem, T., Op.cit.

Les sources de financement des établissements d'enseignement supérieur devraient, selon la Banque mondiale, être très diversifiées. Elle propose une série de moyens : encourager la privatisation, augmenter les frais de scolarité, hausser les tarifs des droits d'inscription, établir des partenariats avec les entreprises dans le domaine de la recherche et de l'enseignement, rechercher des dons privés, commercialiser des espaces, des équipements et des produits de recherches et de l'enseignement ( ex : en facturant des loyers pour les installations qu'elle met à disposition et en augmentant le recouvrement des frais généraux).

<sup>10</sup>La contribution de la Cour des Comptes à la soutenabilité financière du système éducationnel par les recommandations formulées. <http://www.tcontas.pt/eurosai/eurosailacefs/Docs/ptf>

Ces moyens sont déjà largement utilisés dans les pays occidentaux. L'évolution la plus récente des universités d'Europe a soulevé des questions comme celles-ci : Quelle est la mission de l'université ? Qu'est-ce que l'université veut et peut offrir à la société ? Qu'est-ce que la société attend de l'université ? Les réponses doivent nécessairement avoir des influences sur la formation universitaire. Le débat tourne autour des pôles d'orientation à court/ à long terme. Le risque du court terme ne tient pas compte de la richesse d'une formation universitaire qui consiste à habilitier les diplômés à acquérir, sur la base d'une formation large et fondamentale, la capacité de ne faire face à des défis qui n'existaient pas encore au moment de leur formation<sup>1</sup>. La séparation des disciplines est le résultat de cette politique à court terme. L'interdisciplinarité, la transdisciplinarité est la condition sine qua non des choix raisonnables et responsables pour les défis de l'avenir. Dans le but de produire les savoirs nécessaires pour construire l'avenir, les universités doivent établir des structures et des procédures explicites qui puissent contrebalancer « l'idéologie du temps limité » en créant les prémisses pour le développement à long terme des différentes formes de savoir qui transcendent le besoin d'applicabilité immédiate.

Le processus de Bologne qui a commencé en 1998 à la Sorbonne, avec quatre pays- la France, L'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre- s'est vite élargi avec les sommets de Bologne (1999), à 40 pays. Avec la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur, l'Europe vit actuellement une période exceptionnelle de réformes des structures d'études. Aujourd'hui, nous sommes les témoins d'un changement de paradigme dans l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement supérieur. La plupart des débats sur l'enseignement se concentrent généralement sur de sujets tels que la structure institutionnelle et la gouvernance (c'est-à-dire l'autonomie financière et organisationnelle), la mobilité des enseignants et des étudiants (la liberté de l'enseignement), la responsabilité de l'université et l'éthique. Toutes les activités de l'université doivent être régies par les principes de la liberté, de l'équité et de l'égalité.

Les universités aujourd'hui doivent contribuer à la solution de problèmes fondamentaux concernant la qualité de la vie et doivent donner substance à une citoyenneté basée sur l'éthique. Ces principes doivent être la base des efforts aboutissants à des découvertes scientifiques et des applications pour favoriser le bien-être global. L'autonomie et la liberté représentent les fondations institutionnelles de toute université, mais quoique nécessaires elles ne sont pas suffisantes pour pouvoir offrir à la société moderne les réponses dont elle a besoin. Les jeunes gens attendent de l'université plus que la simple transmission des savoirs mais ils cherchent des cohérences, des connexions, des corrélations avec les autres disciplines et ils ont besoin pour cela qu'on leur transmette des valeurs et des jugements de valeurs. Les étudiants, une fois entrés dans l'université, désirent donner un sens à leur vie. Les universités devraient offrir aux étudiants des opportunités et de nouveaux moyens de faciliter leur quête du sens de la vie ; ils doivent pouvoir bien gérer leur propre vie : avoir la capacité d'apprendre, d'écouter, d'interagir, d'être actif, de résoudre des problèmes, de comprendre d'autres cultures et religions, et d'être conscient de la propre identité culturelle et individuelle.<sup>4</sup> En même temps, afin de former une société pouvant effectivement utiliser ce savoir précieux et les ressources humaines bien préparées, l'université choisit sagement de nourrir le désir de responsabilité sociale, de dignité personnelle, le plaisir de voir autoriser à utiliser ses capacités intellectuelles au mieux et la capacité de vivre heureusement avec soi-même et avec les autres. Dans le milieu de l'enseignement, la corruption et les nombreuses tentations apparaissent régulièrement. La pression exercée sur la conduite par le système de la science est très bien connue : publier plus rapidement, finir avant la concurrence, fabriquer même des méthodes ou des résultats, donc mentir.

Puis, le système invite à la fraude individuelle et à la transgression et la responsabilité demeure individuelle. Les tentations du système universitaire sont plus subtiles : l'exploitation des étudiants, la dépendance, l'abus dans les examens, la discrimination des sexes.

Le comportement dans le milieu universitaire est lié à notre devoir d'éduquer. Il n'existe pas de société sans compétences et il n'existe pas de compétences sans un élément de comportement social. La lutte contre la corruption dans l'enseignement supérieur est aujourd'hui un problème mondial aux enjeux considérables. Le processus de Bologne permet aux Etats membres d'harmoniser leurs systèmes d'enseignement supérieur pour permettre la mobilité des étudiants et des enseignants. L'UNESCO a publié de nouvelles directives d'accréditation qui permettent aux universités de tous les pays du monde de comparer la qualité de leurs programmes. La volonté d'une université de se comparer aux autres semble liée à sa capacité de démontrer qu'elle n'est pas corrompue.

## Conclusions

En conclusion, si l'université européenne tient à créer un espace de l'enseignement supérieur attractif et compétitif, elle doit donner des réponses aux nouveaux défis, tout en préservant les caractéristiques culturelles essentielles qui ont contribué à sa grandeur dans le passé : l'autonomie et la liberté socialement responsables, l'universalisme culturel des savoirs, la communauté d'apprentissage tout au long de la vie, avec ses caractéristiques distinctives de la mobilité et de la concurrence, combinées à la solidarité. L'université européenne doit recouvrir ses racines et les valeurs académiques d'origine, sur lesquelles elle a été fondée ; elle doit les adapter au nouveau contexte, afin de jouer un rôle crucial et stratégique dans la construction d'un monde développé et pacifique. Selon Heyneman, S.P., « *il y a un modèle d'enseignement supérieur qui « marche » de plus en plus et il s'applique à toutes les régions du monde. C'est le modèle dans lequel les établissements d'enseignement supérieur sont eux-mêmes capables de financer leurs propres objectifs. Il est de plus en plus évident que l'enseignement supérieur a un rôle unique à jouer dans la cohésion sociale d'une nation, mais ce rôle peut être négatif ou positif : négatif, il modèle un comportement non professionnel ; positif, il est à la hauteur des normes de conduite internationale.* »<sup>240</sup>

## Bibliographie

1. Berchem, T., (2004), *Tradition et progrès, la mission de l'université*, Collège de France, Fayard. (imprimé en Espagne).
2. Blasi, P., *Vers une société basée sur le savoir*, dans *L'Enseignement supérieur en Europe*, tome 31, n°4, 2006, p.59.
3. Brouillette, V., et Fortin, N., (jan.2004), *La mondialisation néolibérale et l'enseignement supérieur*, <http://www.education.csq.qc.net/sites/documents>.
4. Cowen, T., (2002), *The face of culture*, *Wilson Quarterly*, pp.78-84. <http://www.gmu.edu/jbc/Tyler/fate-of-culture.PDF>.
5. Daxner, M., *Les défis de la conduite dans le milieu de l'enseignement supérieur et leurs conséquences pour les emplois du personnel universitaire*, dans le Séminaire international sur Les réglementations contractuelles et les pratiques institutionnelles « Le premier emploi », et les suppléments d'enseignement, de recherche et de consultation pour les enseignants, les 21-22 octobre, 2005, Berlin, Allemagne.
6. Freitag, M., (1998), *Le naufrage de l'université et d'autres essais d'épistémologie politique*, Ed. Nota Bene, Québec, p.32.
7. Haug, G et Tauch, C., (2001), *Vers l'espace européen de l'enseignement supérieur*, -rapport de suivi pour les conférences de Salamanque et Prague. Prague, mars/mai, 2001. Commission européenne et Conseil finlandais de l'éducation, avril, 2001.
8. Heyneman, S.P., *La mondialisation de l'enseignement supérieur*, Dossiers mondiaux « Les défis de la mondialisation », février, 2006. Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis, pp.58-61.
9. Heyneman, S.P., (2004), *Education and Corruption*, *International Journal of Education Development*, tome 24, pp.637-648.
10. La contribution de la Cour des Comptes Roumaine à la soutenabilité financière du système éducationnel par les recommandations formulées.

---

<sup>240</sup> Heyneman, S.P., Op. cit.

11. Magna Charta Universitatum Europaeum, (1988), Bologne, Italie.
12. McIntosh, S., *La formation professionnelle en Europe : déterminants individuels et institutionnels*. Revue européenne « Formation professionnelle », sept-déc, 1999, nr 8.
13. OCDE (1998), *Redéfinir l'enseignement tertiaire*, Paris.
14. Possa, G., *Les universités européennes répondent aux défis de l'Europe*, dans *L'Enseignement supérieur en Europe*, tome 31, n<sup>o</sup>4, 2006, pp.12-13.
15. Rajagopal, I. (2002), *Hidden Academics: Contract Faculty in Canadian Universities*. Toronto: University of Toronto Press.